

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Égalité – Fraternité
COMMUNE DE MONTSINÉRY-TONNÉGRANDE



LETTRE OUVERTE

SOYONS RESPONSABLES FACE À LA CRISE SANITAIRE PROPOSITIONS POUR L'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

Comme je l'ai fait régulièrement depuis plusieurs années, je souhaite faire part de mes propositions pour répondre aux enjeux considérables d'alimentation de l'agglomération de Cayenne en ces temps de crise sanitaire.

Rappelons les faits :

- Tous les restaurants, cafés, commerces non alimentaires sont fermés depuis le 15 mars 2020 pour un mois. Les rassemblements de personnes sont interdits.
- Le confinement est imposé en Guyane depuis mardi 17 mars à 12h : tout déplacement est désormais interdit. Une dérogation pour sortir est possible dans des cas limités et après signature d'une attestation. Le non-respect de cette règle est passible d'une amende, et la récidive peut valoir une peine de prison.
- Les salariés et entreprises bénéficient de plusieurs dispositions pour survivre face à la crise (différé de paiement des impôts et cotisations sociales, chômage partiel, maintien des allocations, etc.).
- Les marchés alimentaires non-essentiels sont fermés depuis mercredi 25 mars.
- Un couvre-feu a été instauré par arrêté préfectoral le 25 mars en Guyane, de 21h à 5h.

L'heure est grave. L'État, à travers l'ensemble de ces actions, tente de nous protéger et de préserver les services de santé face à une crise sanitaire qui pourrait emporter notre économie, détruire notre solidarité et tuer les plus fragiles, notamment nos aînés. Nous vivons à l'heure d'une crise sanitaire qui nous touche ou nous touchera tous.

Ce confinement forcé a des impacts sur notre approvisionnement alimentaire : **les marchés alimentaires sont interdits. Nous devons donc repenser notre modèle de distribution pour permettre à chacun de survivre avec des produits frais dans cette crise.**

Un nouveau modèle semble émerger : à Macouria, le maire a souhaité, avec son CCAS, réaliser un panier de la ménagère, permettant à la fois un débouché à la production locale et une alimentation pour la population.

A Montsinéry-Tonnégrande, je soutiens la mise en place de circuits courts permettant aux producteurs de vendre leurs produits locaux frais (fruits, légumes, œufs, volaille) directement aux habitants. Moins de déplacements, moins de concentration de population, une offre adaptée à la demande.

Fort de cette initiative, le DGTM adjoint, ex-Directeur de l'Agriculture et de la Forêt, m'a appelé pour étudier les possibilités de généralisation à l'échelle de l'agglomération. Je lui ai présenté mes projets car je crois que nous devons en effet agir au plus vite.

Pour l'agglomération, je souhaite que nous encourageons une organisation de la production de denrées regroupées en paniers alimentaires frais diversifiés à 10, 30, 50 et 80 euros en vente directe aux habitants mais sans contact, en laissant sur le pas de la porte le panier dans les territoires ruraux. Les producteurs ou des entreprises dûment autorisées seraient en charge de la livraison, en respectant des consignes strictes de distanciation.

Pour les villes, la livraison se ferait en point relais sécurisés respectant les mêmes consignes de distanciation.

Les habitants voulant passer commande **pourraient être centralisés sur une plateforme internet mise à disposition par la CACL et/ou l'Agglo'GAL** et un numéro de téléphone dédié. Elle serait gérée par les producteurs, sur le modèle des AMAP par exemple.

Les maires, associés à cette démarche, pourraient orienter les déplacements des producteurs pour limiter les flux. Vente de la production, diminution des déplacements, alimentation de tous, solidarité avec chacun : la crise peut nous amener à être plus fort ensemble.

La CACL aurait dû prendre une telle initiative. Elle n'a rien fait. Elle dispose d'un budget général de 107 millions d'euros en 2020 mais elle n'est pas capable d'agir. Elle est comme handicapée par l'absence de direction et d'objectifs. Elle a pris le budget des communes, a embauché des fonctionnaires, a publié des schémas mais n'en fait rien de concret. Nous sommes tous perdants.

Depuis trop longtemps, la CACL est centrée sur Cayenne. **Tourner le dos aux communes rurales par un sous-investissement chronique était non seulement une erreur, un abandon de la ruralité, mais une faute** pour les habitants des villes qui doivent leur alimentation à ces communes. Si rien n'est fait, ils s'en trouveront privés demain à cause de cette inaction.

Je m'étonne que la CACL, compétente en matière de développement économique, n'ait rien fait pour proposer un soutien aux producteurs et une réorganisation de la distribution. Soutenir nos agriculteurs serait soutenir nos communes rurales. Est-ce interdit ? Devons-nous attendre la pénurie partout pour agir ?

Je m'étonne que la CACL n'ait pas communiqué suffisamment sur les gestes barrières depuis le début de la crise sanitaire. Elle n'a pas non plus proposé la moindre initiative pour la cohésion sociale et aider les plus démunis, alors qu'elle porte cette compétence. Les maires ont dû faire face et ont relayé le message aux habitants. Seuls, comme trop souvent.

Je m'étonne que la présidente de la CACL, encore en exercice du fait de l'allongement exceptionnel de la durée de son mandat par la loi d'urgence promulguée le 23 mars 2020, n'ait pas pris le soin de convoquer une réunion de crise avec les maires par visioconférence.

Je m'étonne enfin qu'aucune solidarité financière avec le Centre hospitalier Andrée Rosemon et ses soignants ne soit envisagée, eux qui ont tant besoin de notre soutien actif.

Soyons aux côtés des entreprises et des producteurs pour les aider : je suis prêt à mettre en œuvre ces actions immédiatement pour éviter la pénurie et aider nos concitoyens.

Fait à Montsinéry-Tonnégrande, le vendredi 27 mars 2020

Le Maire

Patrick LECANTE



CORONAVIRUS, POUR SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES



**Se laver
très régulièrement
les mains**



**Tousser ou éternuer
dans son coude
ou dans un mouchoir**



**Utiliser un mouchoir
à usage unique
et le jeter**



**Saluer sans se serrer
la main, éviter
les embrassades**

Vous avez des questions sur le coronavirus ?



GOUVERNEMENT.FR/INFO-CORONAVIRUS



0 800 130 000
(appel gratuit)